

Projet de loi El Khomri Cap sur le 19^{ème} siècle !

Un recul hallucinant !

Finies les 35 heures ! La durée du travail est en miettes ! Jusqu'à 12 heures/jour et 60 heures/semaine, mais le plancher de 24 heures pour les « temps partiel » est supprimé, entraînant davantage de précarité. Des heures supplémentaires moins payées. Un droit de licenciement sans entraves. L'entreprise au-dessus de la loi ! Etc.

Les premières mobilisations ont contraint le Gouvernement à quelques concessions sur les indemnités prud'homales en cas de licenciement et sur la durée du travail des apprentis mineurs. Mais le noyau dur du projet demeure, notamment sur la possibilité de déroger à la loi par accord d'entreprise.

*Fruit de nombreux et durs combats qui ont fait avancer les droits sociaux et individuels, le code du travail s'est construit par la loi s'imposant à tous, avec des **améliorations** possibles par accords de branches ou d'entreprises.*

*Avec le projet EL KHOMRI, il sera possible de signer des accords **en dessous de la loi**. L'entreprise devient le lieu d'élaboration du droit, là même où le déséquilibre entre l'employeur et le salarié est le plus grand.*

Non, il n'y aura pas moins de chômeurs si les salariés sont moins protégés mais davantage de précarité et de travailleurs pauvres. Celles et ceux qui sont attaché-e-s aux valeurs sociales solidaires acquises par près de deux siècles de luttes doivent se mobiliser pour faire échec à ce projet de loi rétrograde.

Ce projet de loi doit être retiré !

Retrouvez-nous sur :

www.gauchealter.fr

Mail :

contact-quetigny@gauchealter.fr

Et un, et deux, et trois !!

...et même quatre !

Ca y est, après MacDo, puis Quick, et leur petit frère Tommy's Café, c'est un KFC qui va s'installer à Quetigny dans la zone commerciale. Si la Ville autorise ces géants de la malbouffe à s'installer sur le territoire de la commune, c'est pour créer des emplois, nous disent la plupart des élus.

Mais de quoi parle-t-on ?????

A l'heure où les jeunes qui veulent entrer dans le monde du travail montrent qu'ils « valent mieux que « ça », ces restaurants de « bouffe rapide » sont, eux, très friands de chair fraîche. Les témoignages des embauchés sont nombreux : âgés le plus souvent de moins de 25 ans, à la recherche d'un emploi après ou pendant leurs études, on leur propose des « petits boulots » (20h en moyenne à MacDo) utilisant toute l'énergie de leur jeunesse. C'est un travail très éprouvant physiquement : mal de dos, brûlures et coupures liées à la rapidité, pas de répit dans le travail, stress des sonneries des appareils, parfois des journées de plus de 9 heures, horaires nocturnes... et les « managers » de même âge sont chargés de faire respecter la cadence infernale. Beaucoup se plaignent aussi d'un climat relationnel dégradé, entre la mise en concurrence entre collègues et les vexations de certains clients.



Si McDo' embauche des CDI, la durée moyenne des contrats est de 6 mois environ. Beaucoup de jeunes l'interrompent au bout des 2 semaines d'essai... et ces entreprises ne paient pas d'indemnités de CDD ! Mais qui rêve de faire carrière chez MacDo ? La question qui revient souvent chez les ex jeunes salariés de chez MacDo c'est « combien de temps tu as tenu ? »... Et cela devient un gage de persévérance dans le travail pour de futurs employeurs. C'est dire !

Linky : le compteur "divisionnaire"

L'installation par ERDF du compteur Linky est programmée entre janvier 2018 et juin 2018 à Quetigny. Le sujet suscite le débat : des questions se posent à propos de cette nouvelle génération de boîtiers, dits "intelligents" ou "communicants", capables de voir ce que vous consommez en temps réel sans intervention humaine. Capable aussi de vous pourrir la vie !

Linky, un mouchard ? Connecté en permanence, Linky peut utiliser vos données collectées. Ce compteur « intelligent » ne pourrait-il pas demain transmettre directement vos données aux autorités, devenir un outil précieux de surveillance de la population ou un outil "cookie" qui pourrait servir à des fins commerciales ? N'ouvre-t-il pas, hélas, par son réseau informatique, la voie au hacking ? Un informaticien fripouille ne pourrait-il pas intercepter les données pour en pirater la facture ?

Linky, un pollueur ? Linky fonctionne par courants porteurs en ligne (CPL). Les câbles électriques domestiques, non blindés, génèrent au passage des perturbations électromagnétiques qui posent une vraie question de santé publique. Linky émet des radiofréquences classées en catégorie 2B (probablement cancérigène pour l'homme) par l'OMS depuis 2011. L'ajout de nouvelles antennes relais (125 000 prévues) pour relever les compteurs, ne va-t-elle pas augmenter la pollution électromagnétique au niveau d'une rue, d'un quartier, d'une ville ...

Linky, le comptage du troupeau ? Nos vies, nos relations, nos activités, nos habitudes sont aujourd'hui connectées par de nombreux systèmes de surveillance et de contrôle qui envahissent insidieusement la société. Via ce compteur, le "puçage" électronique humain, après le "puçage" des animaux domestiques, est-il en route ? Notre société numérique n'impose-t-elle pas aux résignés que nous sommes, mal informés et instrumentalisés, le flicage électronique ?

Des consciences se mobilisent pour refuser Linky. Déjà plus de trente communes ont pris position contre les compteurs communicants malgré les intimidations des élites : étude juridique commandée par la FNCCR (Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies), message envoyé par l'AMF (Association des Maires de France) à tous les maires,

document de huit pages envoyé par ERDF (Électricité Réseau Distribution France) à tous les maires, envoi de préfets dans les réunions publiques. Si ERDF tente de convaincre sans répression les récalcitrants, la polémique arrive, l'opposition se fait croissante...



Il y a de l'eau dans le gaz ! GRDF (Gaz Réseau Distribution France) travaille dès à présent à l'arrivée du frère de LINKY, GAZPAR, relevé automatique à distance de la consommation du gaz domestique en France. De 2016 à 2022, 11 millions de clients du gaz naturel seront ainsi équipés de compteurs communicants GAZPAR...

Et côté santé, comment ça va ?

Le célèbre film « Super Size Me » en a fait la démonstration : les repas à répétition dans les célèbres « Fast food » ne vous donnent pas la santé et prennent le contrepied de toutes les campagnes de prévention sur l'alimentation ! Pendant que les enseignants, les éducateurs, se voient chargés de la tâche délicate d'apprendre aux enfants à manger de façon saine, les panneaux et spots de pub alléchants de 3 steacks superposés entre deux feuilles de salade et du pain, envahissent nos espaces et nos écrans. Même à Quetigny, les fameuses « sucettes »* de pub en font la promotion !

Alors faisons des rêves !!!

Lors des ateliers de préparation du projet Centre Ville, les habitants présents s'étaient pris à rêver... d'un marché avec des producteurs locaux, dans un lieu convivial qui pourrait être construit pour plusieurs usages, et d'un café-restaurant associatif, avec des repas faits aussi en circuits courts.



Et pourquoi ne pas rêver aussi d'un service local de restauration collective, utilisant les circuits courts, et alimentant crèche, garderie, cantines scolaires, maison(s) de retraite, en produits bios, et locaux. Cela créerait de vrais emplois, tout en utilisant les nombreuses ressources locales. Nous avons la chance d'habiter un département agricole, avec des productions variées.

Rien qu'à Quetigny existent deux producteurs de légumes bios (Chez Lambert et Pré Vert). Si un effort a été fait concernant les cantines (introduction de bio), il y a encore beaucoup de gaspillage, lié en partie à la réalisation des repas loin des cantines (plats peu goûteux, et conditionnement sous plastique).

Le mot

La droite ne pense qu'à ça !

Réduire, réduire et encore réduire. Tel est le maître mot de l'opposition de droite au Conseil municipal. Il ne s'agit pas, hélas, de réduire le temps de travail pour mieux le partager et, ainsi, réduire ... le chômage. Non, bien sûr, ça n'est pas une proposition de droite. La droite veut réduire ce qui lui paraît être « de trop ». Devinez quoi, devinez qui ?

Surfant sur les baisses de dotations de l'Etat décidées par « la Gauche » au gouvernement, et sur les « mises à disposition » de personnels et de matériels au Grand DIJON lui aussi à majorité « de Gauche », la droite quetignoise ne veut pas être en reste.

Certaines villes de la même taille que Quetigny se sont lancées dans l'aventure comme la commune de MOUANS SARTOUX dans les Alpes Maritimes qui fait du bio en régie agricole.

Quetigny a su se construire de façon originale comme une Ville verte dans son espace, reste maintenant à construire une ville verte dans les modes de vie et de consommation des habitants. Ils sont de plus en plus nombreux à prendre conscience des liens entre l'environnement, l'alimentation et la santé, et cela doit compter dans les projets de notre commune.

** Elles ont discrètement remplacé les panneaux de pub que les précédentes équipes municipales ont fait retirer de notre ville pour ne pas l'enlaidir.*

Un PLU sans les habitants

Le conseil municipal du 15 mars 2016 a donné son feu vert au Grand Dijon sur le projet de Plan Local d'Urbanisme, tel qu'il a été présenté lors de la réunion publique du 18 décembre, où étaient présents seulement une centaine de Quetignois. La Gauche Alternative a voté contre ce projet pour plusieurs raisons :

- Depuis le 1^{er} janvier 2015, la commune se trouve dépossédée de sa compétence en matière d'urbanisme au profit du Grand Dijon
- Le projet prévoit la construction de 240 logements le long de l'avenue du Château et 140 à l'entrée ouest de Quetigny (crèche et site Atlas). Dense, trop dense !
- 70 ha de terres agricoles au Nord de la commune sont réservés à la création de « l'éco-parc » qui, s'il voit le jour, ne devrait pas être aménagé avant 15 à 20 ans sur Quetigny. Au rythme où s'installent les entreprises (aucune à ce jour) sur la partie aménagée sur St Apollinaire depuis deux ans, on avait le temps de voir venir.
- La municipalité n'a pas vraiment impliqué les habitants sur ce projet quand elle n'a tout simplement pas respecté leur avis de refuser la densification le long du Tram (enquête de 2012).

Ce projet a été examiné le 24 mars 2016 par le Grand Dijon. L'enquête publique débutera à l'automne de cette année et le vote définitif interviendra fin 2016/début 2017. A suivre...

de « l'Elu »

Dernièrement, il fallait selon la droite profiter du changement de maire pour réduire le nombre d'adjoints afin de faire des économies... Comme si les indemnités des adjoints et délégués n'était pas justifiée au regard de leur charge de travail supplémentaire !

Auparavant, lors de la discussion du budget, c'était tout simplement le personnel municipal qui était dans le collimateur. Si le « modèle » de la Droite quetignoise est une ville voisine qui, avec le même nombre d'habitants, embauche 25 % de personnels municipaux de moins, il y a vraiment du souci à se faire. Car au-delà du personnel, il y a une ZAD : la zone à défendre du service public, c'est-à-dire des services AU PUBLIC. Et le moins qu'on puisse dire, c'est que rien n'est de trop à ce niveau dans notre ville.

Agriculture : rien ne va plus !

L'agriculture française est en crise, cristallisée pendant le Salon de l'Agriculture lors de la présence du Président de la République. Le secteur actuellement le plus touché est celui de l'élevage laitier en raison de l'abandon par la PAC (politique agricole commune), en 2015, des quotas laitiers. Résultat : l'effondrement du prix du lait en raison d'une surproduction laitière (rappelez-vous le projet de la ferme des 1 000 vaches !). Les responsables sont les industriels qui achètent le lait à bas prix, de façon à gagner de l'argent sur le dos des éleveurs, ceux-ci ont donc été victimes d'une baisse de leur revenu. Il faut en effet savoir que les chiffres d'affaires de ces entreprises laitières, qualifiées de « requins de la filière » ont continué à progresser. Laurent Pinatel porte-parole de la Confédération paysanne, qualifie cet épisode de « Crise des modes de production ». Contrairement à la position défendue par la FNSEA (syndicat majoritaire, fervent promoteur d'une agriculture productiviste), il encourage les agriculteurs à changer de pratiques pour d'une part, enrayer la disparition des paysans en favorisant l'emploi et d'autre part, privilégier les petites fermes, c'est-à-dire refuser les fermes-usines. C'est ainsi que, face à la crise, on assiste à une hausse des demandes de conversion en élevage biologique (plus de 20% en 2015). Le prix du lait bio n'est, en effet, pas soumis à la tourmente de la volatilité des prix du marché. Ce qui justifie l'engouement des éleveurs pour ce mode de production. Les consommateurs que nous sommes ont un réel rôle à jouer dans cette crise. A travers nos achats de produits agricoles bio et locaux, nous soutenons un certain modèle d'agriculture et nous refusons les produits issus d'une agriculture intensive et chimique.



Pas d'Aéroport à Notre-Dame des Landes

Historique

Envisagé dès 1963, le projet, mis en sommeil en raison de la crise pétrolière jusqu'en 2000, a abouti à la déclaration d'utilité publique en 2008, malgré de multiples oppositions et le Grenelle de l'environnement. En 2012, suite à une longue grève de la faim de paysans, Hollande promet d'attendre la fin des recours juridiques, mais



déclenche l'opération César qui mobilisera près de 2 000 policiers pour évacuer, sans succès, la ZAD (Zone d'aménagement différé, rebaptisée « Zone à Défendre » par les opposants). Depuis, des manifestations régulières à Nantes et dans toute la France, ont regroupé de plus en plus de monde (20 000 le 9 janvier 2016, 50 000 personnes le 27 février... accompagnés de 400 tracteurs).

Les opposants

Depuis 1972, des associations locales d'exploitants, d'habitants, d'élus, d'organisations professionnelles, auxquelles se sont joints plus de 50 associations, partis et syndicats.

Les conséquences écologiques

Destruction irréversible d'espèces protégées, destruction d'une zone humide qui est un bassin versant (zone qui alimente en eau de nombreuses rivières), destruction d'une zone de bocage agricole.

A l'heure de la COP 21, où on se vante de diminuer la production de CO2 et de favoriser la biodiversité, cet aéroport est un signal bien négatif qui montre l'hypocrisie et le cynisme du gouvernement.

Les mensonges

L'Aéroport actuel (Nantes-Atlantique) serait saturé, ce qui est contesté par d'autres études. De plus, d'après les plans, les installations (hall, guichets...) seraient plus petites, sauf la zone commerciale !

Nantes-Atlantique ne sera pas fermé, car Airbus en a besoin pour ses activités.

Cet aéroport apporterait un gain de temps (et d'argent) aux usagers, mais les associations n'arrivent pas à obtenir le mode de ces savants calculs.

Le chantage à l'emploi est avancé, mais la réhabilitation de Nantes-Atlantique en créerait aussi, et on oublie la destruction des emplois agricoles. Le fonctionnement du nouvel aéroport ne créera pas plus d'emplois.

Les « Zadistes »

Loin des personnages ultraviolents décrits par certains politiques (des LR au PS), les Zadistes veulent vivre et expérimenter une autre façon de vivre, à rebours d'une vie de consommation et de stress, qui expérimente une utopie, une organisation sans hiérarchie, où tous décident ensemble, même si ce n'est pas toujours facile. Ils ne sont pas tous des écologistes radicaux, et la ZAD accueille beaucoup de personnes en perte de repère (SDF, jeunes ...). Ils ont su montrer qu'ils étaient parfaitement capables de coopérer avec les paysans, les habitants de la région, les associations, même s'ils n'hésitent pas à utiliser des formes de luttes plus radicales.

Ce projet inutile, coûteux et destructeur ne doit pas voir le jour !

Pas de familles à la rue à Quetigny !

Nous venons d'apprendre que plusieurs familles sont sous le coup d'une mesure d'expulsion de leur logement pour loyers impayés. Dans trois familles, il y a des enfants en bas âge (certains scolarisés dans les écoles maternelles de notre commune), et pour une autre famille existent des problèmes de santé. Ces personnes ont fui leur pays où elles se sentaient en danger, elles ont plusieurs années de séjour en France, et ne peuvent travailler car elles attendent que l'Etat statue sur leur sort. Elles survivent grâce à la solidarité du Conseil Départemental pour les enfants, et des associations locales.

Si elles sont expulsées, c'est la rue. Auparavant, SCIC Habitat (le bailleur social) laissait une porte ouverte à une solution humaine ; mais maintenant, restrictions budgétaires obligent, il en va tout autrement et la loi risque de s'appliquer dans toute son inhumanité.

Il n'est pas acceptable qu'à côté de chez nous des personnes malades et des familles avec des petits enfants se retrouvent à la rue. La ville de Quetigny et ses habitants ont déjà fait preuve de solidarité envers des familles en difficultés, ils ne resteront pas indifférents à ces situations dramatiques.

Vous exprimer ...

Nous contacter ...

Partager notre action !

Par mail : contact-quetigny@gauchealter.fr

Site internet : www.gauchealter.fr